

l'ECO de la semaine

24 au 30 Mai 2025



SOMMAIRE

L'e-Ariary - Une nouvelle monnaie numérique malgache.....	2
Secteur minier – « Les investisseurs cherchent la stabilité », affirme Simon Wall de Base Resources.....	2
QMM : Des dividendes de plus de 13,69 millions USD versés à l'État	3
FIM 2025 : un bilan prometteur et des ambitions tournées vers l'Afrique	3
Carrefour des entrepreneurs - Le « Made in Indian Ocean » comme fer de lance	4
Développement rural - L'écotourisme fait vivre les villageois.....	5
Antsiranana - Démarrage en douceur de la campagne de vanille verte	5
Madagascar – Israël : Un financement de 90 millions USD pour la mise en place d'un Agropole	6
Toliara : Nodinihina ny zon'ny mpanjono madinika.....	7
CCIFM, GFEM et WLM : signature de trois protocoles d'accord pour l'autonomisation des femmes.....	7
Union Européenne - Madagascar parachève son adhésion à l'accord de Samoa	8
Festival de la Nature : un franc succès pour la première édition.....	8
Zone nationale : Hausse généralisée des frais de transport	8
Toekarena manga : Jerena ny fomba hisarohana ireo mpampiasa vola	9
Andry Rajoelina annonce un partenariat avec la société émiratie Masdar pour l'installation de 150 MW d'énergie solaire	9
Cyclone Chido : le projet de loi pour la « refondation » de Mayotte largement adopté au Sénat en première lecture	10
1 300 ans d'histoire économique - Plongée aux racines de l'économie malgache	10
Boeny - La coopération allemande soutient l'agriculture.....	11
Concours mondial Huawei ICT Competition : Madagascar décroche deux premiers prix à Shenzhen	12
Modernisation douanière : GasyNet, un des acteurs principaux à Madagascar	12
Institution – Le Mauritanien Sidi Ould Tah élu président de la Banque africaine de développement.....	13

L'e-Ariary - Une nouvelle monnaie numérique malgache

IRINA TSIMIJALY | 24 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) a lancé officiellement, jeudi à l'Hôtel de Ville d'Antananarivo, l'e-Ariary, première monnaie numérique émise par l'État malgache. Cette innovation marque le début d'une phase expérimentale visant à moderniser les paiements, renforcer la souveraineté monétaire et favoriser l'inclusion financière.



Version numérique de l'Ariary, l'e-Ariary conserve la même valeur que la monnaie physique, mais s'utilise via différents supports technologiques : smartphone, téléphone mobile classique avec code USSD, QR code ou carte électronique. À la différence des cryptomonnaies, il s'agit d'une monnaie centralisée, encadrée par la banque centrale, et reconnue comme ayant cours légal.

« Cette innovation est le fruit de plusieurs années de travail avec les banques, les opérateurs de mobile money, les commerçants et les experts du secteur », a déclaré le gouverneur de la BFM, Aivo Andrianarivelo. Il a souligné que l'e-Ariary est pensé pour s'adapter aux réalités sociales et économiques du pays. L'objectif est notamment de réduire les coûts de gestion des espèces, d'accélérer les paiements et de rendre les services financiers plus accessibles aux personnes non bancarisées.

Le lancement de cette monnaie numérique suscite toutefois des interrogations. Certains économistes expriment des réserves quant au risque d'un renforcement du contrôle de l'État sur les transactions. D'autres pointent les défis techniques, en particulier dans les zones rurales, où la connectivité demeure limitée, ainsi que la concurrence potentielle avec les services de mobile money déjà bien implantés dans le pays.

Pour répondre à ces enjeux, une phase pilote de dix mois sera menée dans des zones géographiques ciblées. Elle permettra de tester le système en conditions réelles, d'en évaluer les usages et de mesurer son impact économique et social. Si les résultats sont jugés concluants, un déploiement progressif à l'échelle nationale pourrait suivre.

Secteur minier – « Les investisseurs cherchent la stabilité », affirme Simon Wall de Base Resources

24 MAI | 2424.MG

Un paramètre déterminant. « Ce que les investisseurs cherchent, c'est la stabilité », affirme jeudi Simon Wall, directeur exécutif en charge des affaires extérieures chez Base Resources. Il répond à une question sur les raisons ayant poussé la compagnie, promotrice du projet Base Toliara, à demander une certification d'éligibilité en vertu de la Loi sur les grands investissements miniers (LGIM). Base Resources avait déjà exprimé, dans l'un de ses rapports d'activité de l'an dernier, son souhait d'être éligible à la LGIM. L'objectif est de « faire en sorte que le régime fiscal convenu et la législation malgache en vigueur, tels que complétés et clarifiés par l'accord d'investissement, soient notamment stabilisés pendant la durée de la certification », avait-elle précisé dans ce document.

La LGIM est actuellement en cours de révision. Les dispositions fiscales sont déjà, par ailleurs, incluses dans la loi de finances de 2025. Néanmoins, la version en vigueur a déjà instauré un régime juridique, fiscal, douanier et de change, pensé pour être attractif et spécifique, afin

« Une fois cette révision engagée, nous verrons les termes et conditions proposés. En tout cas, c'est un outil grâce auquel Madagascar pourra garantir la stabilité et la prévisibilité nécessaires à des projets comme Base Toliara », explique Simon Wall. « Nous cherchons à comprendre les conditions dans lesquelles les accords actuels soutiendront le projet à l'avenir », a-t-il poursuivi.

La révision de la LGIM, en cours de processus, avait déjà été recommandée par les partenaires de Madagascar, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Elle figure notamment parmi les actions préalables que le gouvernement doit entreprendre dans le cadre de l'appui aux politiques de développement (DPO) de la Banque mondiale pour Madagascar. Le FMI a également estimé que cette loi, qui établit un régime spécial pour les grandes exploitations minières, devrait être révisée conformément au nouveau Code minier.

QMM : Des dividendes de plus de 13,69 millions USD versés à l'État

NAVALONA R. | 26 MAI | MIDI-MADAGASKARA

Conformément au nouveau régime fiscal et douanier signé entre Qit Madagascar Minerals (QMM) et le gouvernement malgache, en août 2023, cette compagnie minière vient de verser à l'État sa part de dividendes.

QMM prévoit d'extraire de l'ilmenite et du zircon de sables lourds miniers sur une superficie d'environ 6 000 hectares près de Fort-Dauphin à l'extrême sud-est de Madagascar au cours des 40 prochaines années. Cette entreprise minière est détenue à 80% par Rio Tinto, tandis que la part des actions restantes, soit de l'ordre de 20%, appartient à l'État. Lors de la réunion trimestrielle du conseil d'administration de QMM, qui s'est tenue le 03 avril 2025 à Fort-Dauphin, la compagnie minière a versé des dividendes d'un montant de plus de 13,69 millions USD à l'État. Ce montant comprend, notamment, 12 millions de dollars constituant des dividendes exceptionnels prélevés sur les bénéfices non distribués de l'exercice 2023 tandis que 1 699 982,53 dollars sont des dividendes sur la base des résultats financiers de l'exercice 2023. « Ces dividendes viennent compléter les avantages accrus pour toutes les parties, y compris les communautés de la région Anôsy et Madagascar », a-t-on appris.

Transparente

Le président du conseil d'administration de Qit Madagascar Minerals a remis le chèque correspondant à ce paiement à Tsiresy Rasolondraibe, directeur général par intérim du Fonds souverain malgache (FSM), représentant l'État malgache au sein de la société en tant qu'actionnaire. Dans le cadre de cette transaction, le FSM s'engage à rendre compte de l'utilisation des fonds reçus, à travers la

création d'un site web permettant au public d'accéder de manière transparente aux informations essentielles sur le FSM et ses activités, a-t-on communiqué. Il est important de noter que depuis mai 2024, la structure de l'actionnariat de QMM a changé.



« La part de l'État dans le capital, précédemment détenue par l'Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques (OMNIS), a été transférée au Fonds Souverain Malgache (FSM). Ce dernier a le pouvoir, en vertu de ses statuts, de gérer des investissements pour le compte de tout organisme public, et d'investir pour le compte de l'État ou en partenariat avec d'autres investisseurs nationaux ou étrangers. Suite à la nomination par le Conseil des ministres, à la mi-mars dernier, du directeur général par intérim du FSM, la compagnie minière a confirmé que les conditions nécessaires étaient désormais réunies pour le versement de ces dividendes au représentant de l'État malgache », a-t-on indiqué.

FIM 2025 : un bilan prometteur et des ambitions tournées vers l'Afrique

ARH. | 26 MAI | LES NOUVELLES

Réseau sur la 19^e édition de la Foire internationale de Madagascar (FIM), du 22 au 25 mai au Centre de Conférences internationales d'Ivato. Pour MadaVision, l'agence organisatrice de l'événement, cette édition donne un « nouveau souffle » au monde de l'entrepreneuriat à Madagascar et constitue un pont vers l'Afrique. Oranne Ranaivo, co-directrice de MadaVision, tire un bilan prometteur.

Pendant quatre jours, plus de 250 exposants répartis sur 420 stands, ont animé un espace d'exposition de 22 000 m². Le salon a accueilli un public varié curieux venus découvrir les innovations, amateurs d'artisanat, passionnés venus écouter les 54 intervenants en conférences.

« Nous avons attiré des visiteurs qui n'étaient pas forcément séduits par la FIM auparavant, grâce à la richesse des thématiques et des échanges », souligne Oranne Ranaivo.

« La disposition repensée du site a aussi fait la différence. Les zones thématiques, réservées aux associations, startups, industries, ont permis une meilleure circulation et offert aux exposants un cadre plus aéré et plus confortable », ajoute notre interlocuteur. Aussi, les sponsors se

sont démarqués dans leur rôle, occupant des emplacements stratégiques, tout en participant à des animations comme des jeux et des devinettes, qui ont dynamisé la visite.

Le bilan est satisfaisant

« Les objectifs en termes de fréquentation ont été atteints, voire dépassés », déclare Oranne Ranaivo. Si les chiffres officiels n'étaient pas encore arrêtés, les organisateurs affichent déjà leur satisfaction. « C'est un succès, et ce n'est qu'un début », affirme-t-elle avec enthousiasme.

« Un pont vers l'Afrique »

Et MadaVision voit plus loin. Comme la FIM 2025 avait pour thème « Un pont vers l'Afrique », une première ouverture

concrète s'est opérée grâce à la présence d'exposants venus de l'île Maurice et de La Réunion. Les conférences ont permis de débattre de la valeur du commerce entre Madagascar et ses voisins africains. Les organisateurs ont souligné que cette dimension africaine sera encore renforcée en 2026. « Nous voulons que l'international prenne tout son sens et que Madagascar s'ouvre davantage au commerce continental », annonce la co-directrice de MadaVision.

Certaines thématiques ont particulièrement marqué l'édition. « Les femmes créatrices, bâtieuses et inspirantes », ont été mises à l'honneur, un clin d'œil à la force

des femmes africaines, célébrées le jour même de la fête des mères. L'artisanat malgache, avec ses savoir-faire uniques, a également été valorisé comme un lien naturel entre Madagascar et l'Afrique.

Et non des moindres, des marques et des entreprises comme Yas Madagascar, déjà présentes dans plusieurs pays africains, ont illustré par leur présence ce rôle de « passerelle régionale ».

Pour MadaVision, l'aventure ne fait que commencer, avec une ambition affichée : « professionnaliser toujours plus la FIM et faire de Madagascar une véritable plaque tournante des échanges économiques africains ».

Carrefour des entrepreneurs - Le « Made in Indian Ocean » comme fer de lance

ITAMARA OTTON | 27 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L e Carrefour des entrepreneurs de l'océan Indien fête ses 25 ans. Pour son président, Xavier Desplanques, miser sur une marque régionale peut renforcer le développement de la zone.

Le carrefour des entrepreneurs de l'océan Indien célèbre cette année son quart de siècle d'existence. Xavier Desplanques, président de ce club des affaires qui compte mille quatre cents membres à travers toute la région, estime qu'exploiter les complémentarités économiques régionales et créer une marque « Made in Indian Ocean » peut contribuer au développement économique de l'océan Indien.



C'est l'une des aspirations du carrefour des entrepreneurs de l'océan Indien : mettre en place une synergie pour créer une marque « Made in Indian Ocean ». Cela, dans un contexte où le développement des économies de la région est très asymétrique, et où chaque pays produit de son côté. La création de ce type de label pourrait mutualiser les forces des pays de l'Indianocéanie.

« Dans chaque pays, l'objectif est le même : favoriser la production locale et, si possible, sa vente, au moins dans la région. Notre idée, c'est de laisser les « Made in » nationaux se développer, tout en accompagnant la mise en place rapide d'un label commun « Made in Indian Ocean ». Si nous voulons faire rayonner nos économies respectives et dépasser le cadre national, il faut développer une marque régionale commune », explique Xavier Desplanques dans une interview accordée à L'Express.

Favorables

Pour concrétiser cette idée, plusieurs initiatives doivent être mises en place par les décideurs, notamment en matière de cadre commercial et juridique. Une synergie qui pourrait également s'appuyer sur la libre circulation des personnes et des marchandises à travers la région. Lors des récentes manifestations économiques accueillies par Madagascar, les décideurs et opérateurs économiques se sont montrés favorables à cette idée de mutualiser les forces de chaque pays et, pourquoi pas, de créer un label océan Indien. En témoignent les résolutions adoptées lors du CEO Summit en décembre dernier ou, plus récemment, les discussions sur la souveraineté alimentaire engagées lors du V^e sommet de la COI à Antananarivo.

La région dispose de potentiels et de ressources exploitables, à condition de savoir les mettre en commun : terres arables, capital humain et compétences. Des atouts d'envergure, mais un potentiel souvent freiné par les enjeux territoriaux et politiques, comme le déplore Xavier Desplanques : « Les problèmes politiques de souveraineté dans l'océan Indien freinent le développement économique régional et la coopération privée à l'échelle de la région. Notre souhait, c'est de créer une zone économique préférentielle où l'on ne parle que d'économie. Une zone où, sur les six îles, les normes exigées pour exporter, par exemple, les produits alimentaires de Madagascar vers les autres îles soient allégées », indique-t-il.

Faut-il rappeler que l'océan Indien est une région composée de 35 millions d'habitants et d'un PIB de 65 milliards de dollars, dont plus de la moitié provient des échanges entre la Grande île et l'île Maurice. Assouplir les normes permettrait d'accroître les exportations transversales dans la région.

Dans un contexte où les échanges intrarégionaux sont encore très faibles (environ 5%, avec des estimations globales entre 2 et 6%), l'harmonisation des politiques fiscales, douanières et normatives permettrait de

dynamiser le commerce régional et de constituer un levier de développement.

Selon les projections des experts, l'océan Indien comptera plus de 50 millions d'habitants en 2040, pour un PIB estimé entre 90 et 100 milliards de dollars, dont 35% représentés par la Grande île. Le potentiel du marché

régional est bien réel. Mais les économies ne progressent pas à la même vitesse. Les opérateurs économiques et les décideurs sont unanimes : il faut dépasser les frontières et créer une synergie capable de faire décoller les échanges intrarégionaux.

Développement rural - L'écotourisme fait vivre les villageois

IRINA TSIMIJALY | 27 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'écotourisme offre aux villageois la possibilité de valoriser leur territoire tout en préservant leur environnement. Le Salon du tourisme durable 2025, les 30 et 31 mai, célèbre ces initiatives ancrées dans la réalité locale.

Le salon proposera aussi des conférences-débats, des démonstrations, ainsi qu'un défilé de mode mettant en valeur des créations réalisées à partir de matériaux recyclés, avec l'implication des acteurs locaux.

Mamitiana Andriamaherisoa, membre du comité d'organisation, rappelle que l'événement se veut « un carrefour d'échanges pour tous les professionnels et communautés engagés dans la transition touristique ».

Rado Rabe, représentant de l'Office régional du tourisme d'Antananarivo (ORTANA), ajoute : « Madagascar dispose de nombreux attraits touristiques qui la distinguent de ses îles voisines : une gastronomie unique, des produits du terroir, et une grande diversité d'expériences, bien au-delà du simple tourisme balnéaire. Le tourisme nous permet de valoriser nos richesses naturelles tout en impliquant pleinement les communautés locales. Notre objectif est de développer des offres accessibles et responsables, pour attirer un million de visiteurs engagés dans cette démarche. »

Réalité

Sur le terrain, plusieurs initiatives montrent déjà les effets positifs du tourisme durable. À Kivalo, près de Morondava, le projet Kivalo Soa Honko associe les villageois à la protection des mangroves, à l'organisation de circuits écotouristiques, ainsi qu'à la valorisation des savoir-faire locaux. Ce projet, soutenu par le WWF Madagascar et Miarakap, a été reconnu au niveau international en figurant dans la Travel Green List 2025 du magazine Wanderlust Travel.

Plus au sud, dans la région Haute Matsiatra, la Réserve communautaire d'Anja illustre également les bienfaits du tourisme solidaire. Gérée par les habitants depuis 2001, cette aire protégée permet de financer des projets éducatifs et de développement local grâce aux revenus générés par les visiteurs.



Malgré ces réussites, la reprise du secteur reste fragile. Après les années difficiles dues à la pandémie, Madagascar a enregistré en 2023 près de 259 850 arrivées touristiques, selon l'ONTM, pour des recettes estimées à 500 millions d'euros.

Les défis à relever restent nombreux : réhabilitation des routes et aéroports, renforcement de la sécurité, amélioration de l'accueil des visiteurs. À travers le salon et d'autres initiatives, les acteurs du tourisme malgache cherchent à renforcer une offre plus cohérente, durable et inclusive. En misant sur l'écotourisme communautaire, Madagascar montre qu'un autre tourisme est possible : un tourisme au service des territoires et de leurs habitants.

Antsiranana - Démarrage en douceur de la campagne de vanille verte

RAHERINIAINA | 27 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L a campagne de commercialisation de la vanille verte pour la saison 2024-2025 a officiellement démarré dimanche, dans le fokontany de Marosely, dans la commune rurale d'Antranokarany, du district d'Ambohijanahola.

Le début de la campagne de vanille verte fait suite à une décision du conseil des ministres délocalisé à Nosy Be jeudi, et concrétisée par un arrêté régional. Ce dernier stipule que la commercialisation de la vanille verte, quelle qu'en soit la destination, devra obligatoirement passer par

des marchés contrôlés, placés sous la supervision d'un comité chargé de vérifier le degré de maturité des produits. Cette ouverture intervient dans un contexte particulièrement tendu, marqué par la baisse des prix sur le marché mondial et l'instabilité des échanges internationaux qui fragilisent l'ensemble de la filière vanille malgache.

Néanmoins, la date du lancement a été accueillie avec soulagement par les acteurs locaux, après des mois d'attente.

Ainsi, dès l'entrée dans la vallée de Sambirano, l'ambiance est déjà palpable : l'odeur caractéristique de la vanille embaume les villages et de nombreuses habitations paysannes ont été transformées en magasins de stockage afin de sécuriser les récoltes. Bien que la production soit en baisse cette année, la qualité semble au rendez-vous. Le manque de motivation des planteurs, en raison de la chute des prix, est évoqué parmi les causes principales de ce recul.



Une campagne timide

Au cours de la première transaction tenue à Marosely, seuls 875 kilos de vanille verte ont été mis en vente, selon Pierre Andriantsoa, directeur régional de l'Industrialisation et du Commerce par intérim. Aucun collecteur ni opérateur n'a répondu présent à l'ouverture des marchés, à l'exception de la société Biolandes Madagascar, seule entreprise à avoir participé à la transaction inaugurale.

Comme le veut la tradition, les transactions se déroulent désormais en toute transparence, sans prix imposé par

les autorités. Les négociations se font librement entre planteurs et acheteurs. Contrairement aux campagnes précédentes, aucun prix plancher n'a été fixé cette année. Pendant l'exposition publique des échantillons de vanille mature, les paysans ont proposé un prix de 100 000 ariary le kilo, tandis que Biolandes Madagascar est restée ferme sur 46 000 ariary, en s'appuyant sur ses partenariats existants avec les coopératives locales, qui n'ont d'autre choix que d'accepter son offre.

Au total, cent un marchés contrôlés devraient s'ouvrir dans les districts d'Ambanja et d'Ambilobe, répartis sur les vingt-quatre communes concernées par cette première phase, qui cible pour l'instant les zones littorales.

L'ouverture officielle a été présidée par Claude Émile Sylvain, directeur des Affaires financières représentant le gouvernorat. Dans son discours, il a rappelé le rôle fondamental de la vanille dans l'économie régionale. Toutefois, il a déploré les difficultés que traverse actuellement ce secteur, fortement impacté par les perturbations sur le marché international.

Face à cette situation, l'État ne reste pas inactif. L'instauration d'un marché contrôlé en fait partie. Cela signifie qu'aucune transaction ne doit avoir lieu en dehors de ce marché officiel. Toute vente parallèle sera considérée comme une infraction et passible des sanctions prévues par la loi.

« Le marché mondial de la vanille traverse une période difficile. La mise en place de marchés contrôlés constitue une réponse concrète aux défis actuels. Elle vise à garantir la transparence, à protéger les planteurs contre les vols et les abus, et à préserver la qualité des produits commercialisés. Toute transaction opérée en dehors de ces marchés contrôlés sera considérée comme illégale et passible de sanctions prévues par la loi », confirme-t-il.

Madagascar – Israël : Un financement de 90 millions USD pour la mise en place d'un Agropole

NAVALONA R. | 27 MAI | MIDI-MADAGASKARA

Dans le cadre de la coopération entre Madagascar et Israël, une convention de partenariat stratégique a été signée entre la Secrétaire d'Etat auprès de la Présidence chargée de la Souveraineté alimentaire, Tahian'Ny Avo Razanamahefa et le chief executive officer de LR group, Amihaz Lustig, le 25 mai 2025 à Tel Aviv.

« Cela signifie qu'une étape décisive vers le renforcement de la souveraineté alimentaire et la transformation du secteur agricole à Madagascar, a été franchie. Il s'agit du projet phare du président de la République Andry Rajoelina. En effet, l'objet de ce partenariat stratégique entre les deux parties vise à mobiliser un financement de l'ordre de 90 millions USD pour la mise en place d'un agropole ou un centre intégré de production agricole à vocation industrielle sur le territoire national. Ce projet va s'étaler sur une superficie pouvant atteindre les 10 000 hectares. Pour l'heure, quatre régions sont priorisées pour sa mise en œuvre, à savoir Analamanga, Alaotra Mangoro, Bongolava et Vakinankaratra. Elles ont été sélectionnées grâce à leur forte potentialité agricole »,

a annoncé la Secrétaire d'Etat auprès de la Présidence en charge de la Souveraineté alimentaire qui est en déplacement en Israël dans le cadre d'une mission stratégique de coopération internationale.

Technologies de pointe

Elle ajoute que ce projet d'envergure vise à transformer durablement le monde rural à travers un développement structuré et technologique des chaînes de valeur agricoles. Ainsi, « sur les 10 000 hectares à exploiter, 5 000 hectares seront spécifiquement consacrés à la culture du riz, avec des prévisions de production permettant jusqu'à deux récoltes par an, et un objectif de production annuelle atteignant 50 000 tonnes. En revanche, les 5 000 hectares

restants seront dédiés à la plantation du maïs et du soja, avec une production annuelle attendue de l'ordre de 20 000 tonnes », a-t-elle enchaîné. Il faut savoir que cette convention entre Madagascar et Israël prévoit également le déploiement des technologies de pointe les plus avancées et autonomes, telles que l'utilisation de l'énergie solaire pour l'irrigation, l'intégration de capteurs de suivi automatisé via satellite. L'application de l'intelligence artificielle est en même temps de mise dans le but d'optimiser la gestion des infrastructures, d'assurer un suivi permanent des cultures et de déclencher des alertes en cas d'anomalies. « La signature de cette convention de partenariat fait suite à la visite des représentants de ce groupe israélien dans le pays en janvier dernier. Ce qui marque le début d'une coopération technique ambitieuse. En effet, cela permet de positionner Madagascar comme un futur modèle africain en matière d'agriculture durable, performante et technologiquement innovante », tient à souligner la Secrétaire d'État Tahian'Ny Avo Razanamahefa.

Plus de 10 000 paysans bénéficiaires

Toujours dans le cadre de la mise en place de cet agro-pôle, des outils modernes de production, des centres de stockage, des unités de recherche et d'analyse seront implantés sur chaque site, en plus de la promotion d'un

élevage de volailles. « Le but étant de renforcer l'autonomie technique des exploitants tout en structurant l'ensemble de la filière.



Ce projet bénéficiera directement à plus de 10 000 paysans regroupés au sein de coopératives locales, qui seront les principaux acteurs du fonctionnement et de l'exploitation des agropoles. Ils bénéficieront également de formations spécifiques et d'un accompagnement sur le long terme. Outre la création d'emplois, la convention prévoit l'ouverture de circuits de commercialisation durables pour écouler efficacement les produits issus de ces pôles agricoles modernes », explique-t-elle.

Toliara : Nodinihina ny zon'ny mpanjono madinika

NJAKA A. | 27 MAI | LES NOUVELLES

Natao ny 23 sy 24 mey teo, tany Toliara, ny atrikasa fakan-kevitra mahakasika ny zo amin'ny ranomasina sy ny zon'ny mpanjono madinika. Nikarakara azy ny Afrifish Net sy ny Turning Tides, ho fanamasiana ny fahalalana sy ny fahaizan'ny mpanjono. Voakasik'izany koa ny vehivavy sy ny tanora monina amorontsiraka amin'ny zo sy ny ady ho fiarovana azy ireo.

Nampahalalaina nandritra ny atrikasa ny boky torolalana iraisam-pirenena VGGT sy ny SSF Guidelines. Nisy koa ny fifanakalozan-kevitra sy ady hevitra nifantoka

tamin'ny olana fidirana amin'ny toeram-panjonoana sy toeram-pamandrihana.

Tanjona ny hahazoana antoka fa ho voakasika amin'ny politikam-panjakana sy ny lalàna eto amintsika ireo zo fototra ireo. Hoentina hiarovana ny fiveloman'ny vondrom-piaramonina an-dranomasina. Nandray anjara nandritra ity atrikasa ity ihany koa ny avy amin'ny fitantanam-parity ny Jono sy ny toekarena manga DRPEB Anosy sy ny mpanjono madinika ao Taolagnaro.

CCIFM, GFEM et WLM : signature de trois protocoles d'accord pour l'autonomisation des femmes

LR | 27 MAI | LES NOUVELLES

Les femmes sont les premières victimes des violences basées sur le genre, surtout celles n'ayant pas accès à un travail décent. Elles sont pourtant censées jouer un rôle majeur dans le développement du pays.

Conscients de cette réalité, la Chambre de commerce et d'industrie France Madagascar (CCIFM), le Groupement de femmes entrepreneurs de Madagascar (GFEM) et l'ONG Women lead movement Madagascar (WLM), s'engagent pour favoriser l'autonomisation des femmes. Les trois entités ont signé trois protocoles d'accord, le 16 mai au Phare Ivandry, relatif à la promotion de l'égalité, l'entrepreneuriat féminin et la réinsertion socio-économique des

femmes survivantes de violences basées sur le genre, à Madagascar.

Pour la présidente de la CCIFM, Johanne Raharinosy, « Nous sommes convaincus que l'épanouissement des femmes dans le milieu professionnel est un moteur essentiel de la croissance économique et du progrès social ».

Pour sa part, la présidente du GFEM, Fanja Razakaboana, a souligné la responsabilité des signataires, pour « faire en sorte que l'autonomisation économique ne soit pas seulement un levier de développement, mais aussi un levier de protection, de résilience et de libération pour toutes les femmes ».

Union Européenne - Madagascar parachève son adhésion à l'accord de Samoa

TSILAVINY RANDRIAMANGA | 28 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La ministre des Affaires étrangères, Rafaravavita fika Rasata, a effectué une mission diplomatique de plusieurs jours à Bruxelles, au cours de laquelle elle a participé à deux événements majeurs : la troisième réunion ministérielle Union européenne (UE)-Union africaine, ainsi que le Conseil des ministres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP). Une mission au cours de laquelle la Grande Île a franchi une étape diplomatique importante en déposant les instruments de ratification de l'accord de Samoa, le nouveau cadre juridique qui régit les relations entre l'Union européenne et

les pays ACP. Ce dépôt officialise l'adhésion complète de Madagascar à cet accord de partenariat renouvelé, qui succède à l'accord de Cotonou.

L'accord de Samoa, signé en novembre 2023 à Apia, la capitale des Samoa, met l'accent sur les priorités partagées entre l'UE et les pays ACP : développement durable, bonne gouvernance, lutte contre les inégalités, climat, migration, paix et sécurité. Pour Madagascar, cet engagement marque une volonté affirmée de renforcer sa coopération avec les partenaires européens dans un cadre rénové et davantage axé sur les enjeux globaux.

Festival de la Nature : un franc succès pour la première édition

JEAN RIANA | 28 MAI | LES NOUVELLES

Le tout premier Festival de la Nature, qui s'est déroulé à Antananarivo du 17 au 24 mai, a été une réussite totale, selon les organisateurs. Cet événement a non seulement mis en lumière la richesse naturelle de la Grande Île mais aussi servi de prélude au très attendu Festival des Baleines, qui se tiendra du 12 au 20 juillet à Sainte-Marie.



Le Festival des Baleines, événement parrainé par Julien Lepers, a donné une identité forte, à cette semaine de sensibilisation sur la Capitale malgache. « Ce fut une occasion de réaliser de nombreuses animations de

sensibilisation à la protection des univers marins et terrestres qui font partie des valeurs majeures que défend le Festival des Baleines depuis sa création », avance Festiv Madagascar.

L'objectif étant de faire de cet événement un rendez-vous incontournable pour les années à venir, où toutes les structures associatives, publiques et professionnelles, œuvrant pour la préservation de la biodiversité et l'équilibre de la planète, puissent s'exprimer et montrer que leurs actions ont été atteintes avec des moments remarquables à la clé. A l'exemple du quizz de la nature diffusé sur la télévision nationale TVM et sur Facebook, et diverses actions de sensibilisation à l'attention des scolaires dans les locaux de l'Alliance Française de Tananarive toute la semaine. Une projection du film Océans sur un écran géant à la communauté d'Akamasoa a aussi marqué l'événement. Le volet professionnel n'a pas été en reste, avec des rencontres B2B organisées au Radisson Blu du 19 au 23 mai. Cet espace privilégié a permis aux acteurs économiques de présenter leurs entreprises et de mettre en lumière leurs actions de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) concrètes en faveur de la protection de l'environnement.

Zone nationale : Hausse généralisée des frais de transport

FAHRANARISON | 28 MAI | LES NOUVELLES

Les coopératives de transporteurs opérant sur l'axe Sud, notamment les taxis-brousse de la station de Faran'ny Karana, annoncent une augmentation significative des frais de transport à partir du 1er juin.

Cette décision, communiquée hier, entraîne une hausse des tarifs de transport qui oscilleront entre 7 000 et 30 000 ariary, selon les destinations.

Pour le trajet Antananarivo-Fianarantsoa, le nouveau tarif passera à 42 000 ariary, tandis que celui reliant la capitale à Taolagnaro coûtera 150 000 ariary. Ces augmentations

surviennent dans un contexte où les consommateurs peinent déjà à gérer les hausses des prix à la pompe, affectant directement le coût du transport. Il y a près de dix jours, les taxi-brousse de la gare routière Maki d'Andohatapenaka avaient déjà revu leurs tarifs à la hausse pour les axes Est et Nord du pays.

Les usagers se retrouvent ainsi confrontés à des augmentations successives : le tarif reliant Antananarivo à Toamasina est passé de 35 000 à 40 000 ariary, tandis que les tarifs pour Mahajanga et Antsiranana, avec une augmentation respective de 10 000 ariary, sont désormais à 70 000 et 140 000 ariary.

Cette hausse généralisée des frais de transport suscite de vives réactions chez les usagers, qui expriment leur mécontentement face à l'absence d'améliorations notables de la qualité des services des coopératives. Beaucoup estiment que cette augmentation des coûts ne

se justifie pas, surtout lorsque les conditions de voyage et de confort demeurent largement inchangées.

Les autorités et les transporteurs devront donc prendre en considération les préoccupations des voyageurs, usagers quotidiens de ces moyens de transport. Un dialogue constructif est nécessaire pour s'assurer que la hausse des frais de transport ne pèse pas lourdement sur le budget des ménages, tout en maintenant la viabilité des coopératives de transport. Face à cette situation, les usagers espèrent une réponse rapide des autorités compétentes, afin d'assurer un service de transport public digne et accessible à tous.

Toekarena manga : Jerena ny fomba hisarihana ireo mpampiasa vola

HENINTSOA | 28 MAI | LES NOUVELLES

Loharanon-karena fanoitry ny fampandrosoana ny firenena ny toekarena manga. Ilaina ny hisarihana ireo mpampiasa vola hanohana antsika hampandroso ny firenena amin'ny alalan'ny jono. Dinihina mandritra ny fikaonandoha atao eto Madagasikara ny paikady hanatanterahina ireo vina apetaka.

Vonona hampiroborobo ny toekarena manga i Madagasikara ho fanoitry ny fampandrosoana ny firenena. Ilaina ny fikarohana ny famatsiam-bola hanatanterahana izany, antony hanaovana ny fikaonandoha hanetsehana ireo mpamatsy vola sy ireo mpiara-miombon'antoka maharitra ho an'ny jono sy ny fihariana anaty rano eny amin'ny Carlton Anosy, mandritra ny roa andro. « Ho dinihina ny fanambarana ireo soa fanararaotra ahafahan'ireo mpampiasa vola hampiasa ny volany eo amin'ny sehatry ny toekarena manga », hoy ny minisitry ny Jono sy ny toekarena manga, Mahatante Paubert, nandritra ny fanokafana ny atrikasa, omaly. Hivoitra ao anatin'izany ny fomba hanatsarana ny fahazoana mampiasa vola eto amintsika sy ny tondrozotra ahafahana mametraka tontolo iainana mirindra hisarihana ireo mpampiasa vola ho tonga eto Madagasikara.

Toekarena

Mamelona fianakaviana maro sy miteraka asa ny tonto-lon'ny jono. Mpriara-miombon'antoka amintsika ny Vondrona europeanina (UE) amin'alalan'ny fifanarahana

natao izay nahazoana ny fahazoan-dalana hanjono miisa 32.

Ankoatra izay, manana fitaovana ahafahana mampiro-



borobo ny toekarena manga sy ny paikady hisarihana ireo mpampiasa vola i Madagasikara. Hojerena, araka izany, ny hamadihana ireo loharanon-karena ho lasa loharanom-bola. Fanamby ihany koa ny hampihena ny tahan'ny fahantrana amin'ny alalan'ny fampiroboroboa ny toekarena manga. Manolo-tanana antsika ao anatin'izany ny UE, ny COI, ny tetikasa Ecofish, FAO, OIT, sns.

Andry Rajoelina annonce un partenariat avec la société émiratie Masdar pour l'installation de 150 MW d'énergie solaire

28 MAI | 2424.MG

Un premier partenariat annoncé au Madagascar Dubai Business Forum. Le président de la République, Andry Rajoelina, fait part d'une entente avec l'entreprise émiratie spécialisée dans les énergies renouvelables Masdar en vue de l'installation de 150 MW d'énergie solaire sur le territoire malgache. Cette capacité devrait alors s'ajouter aux 100 MW déjà programmés par l'État d'ici la fin de l'année, souligne le chef d'État.

Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie de transition énergétique engagée par le gouvernement, alors que le pays reste fortement dépendant de centrales thermiques, aux coûts économiques et environnementaux importants, comme le rappelle Andry Rajoelina dans son allocution d'ouverture du forum. « Investir dans l'énergie renouvelable est non seulement un choix, mais un devoir pour un avenir durable et inclusif », souligne-t-il.

Pour le président de la République, l'énergie est un pilier essentiel de l'industrialisation sur laquelle Madagascar focalise et son objectif et sa stratégie. « Sans une production énergétique efficace et abordable, notre pays ne pourra atteindre son plein potentiel de développement », souligne-t-il. Afin de pouvoir « produire et transformer localement tout ce dont la population a besoin, mais également viser l'exportation », Madagascar entend alors « doubler, voire tripler sa capacité énergétique ».

A Dubaï, le président de la République met clairement en avant les besoins d'accompagnement de Madagascar. Indiquant que « Madagascar est actuellement en chantier, d'Est en Ouest, du Nord au Sud », il met en avant

les projets mis en place, « les défis lancés sur lesquels la Grande île a encore besoin de partenaires techniques et financiers ». Il parle, entre autres, des « autoroutes, routes nationales, ponts, logements, zones économiques spéciales, infrastructures de transports modernes ».

Dans son allocution, Andry Rajoelina indique alors que Madagascar est « prêt à accueillir les investisseurs émiratis, prêt à bâtir des partenariats gagnants-gagnants, prêt à mettre en valeur les talents de notre jeunesse et les richesses de nos terres ». Outre l'énergie, il invite également les investisseurs émiratis à investir dans la transformation agricole et dans le développement touristique.

Cyclone Chido : le projet de loi pour la « refondation » de Mayotte largement adopté au Sénat en première lecture

28 MAI | FRANCE INFO

Cinq mois après le passage du cyclone Chido, ce vote en première lecture était très attendu. Le Sénat a largement adopté, mardi 27 mai, le projet de loi-programme du gouvernement pour « refonder » Mayotte, un texte déclinant près de quatre milliards d'euros d'engagements financiers de l'État pour l'archipel dévasté. La chambre haute, dominée par une alliance de la droite et des centristes, a voté le texte par 226 voix contre 17.



Eau, éducation, santé, infrastructures, sécurité, immigration, habitat informel... Le projet de loi s'attaque à tous les grands enjeux du 101^e département français, le plus

pauvre du pays. Il a la particularité de contenir non seulement des dispositions législatives, mais également tout un volet programmatique, sans valeur normative, dans lequel l'État liste ses priorités et ses objectifs sur la période 2025-2031. « Nous avons accompli un pas très important, décisif, pour la reconstruction de Mayotte », s'est félicité le ministre des Outre-mer, Manuel Valls.

La gauche a néanmoins fait part de son hostilité à de nombreux dispositifs de lutte contre l'insécurité, l'immigration et l'habitat insalubre, les principaux « fléaux » identifiés à Mayotte par Manuel Valls. Le gouvernement a aussi fait face à de nombreuses critiques de parlementaires qui craignent des promesses en l'air ou en trompe-l'œil.

« Le compte n'y est pas », s'est alarmé pendant les débats le sénateur de Mayotte Saïd Omar Oili, membre de la majorité présidentielle, pour qui le gouvernement se cache derrière « un catalogue de promesses plus qu'une vraie feuille de route ». « L'aide promise doit devenir réalité », a exhorté celui qui siège au groupe socialiste et a recommandé mardi à ses collègues de s'abstenir sur le vote du texte. Il est désormais transmis à l'Assemblée nationale qui l'examinera en juin, pour une promulgation espérée dès le début de l'été.

1 300 ans d'histoire économique - Plongée aux racines de l'économie malgache

ITAMARA OTTON | 30 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les 3 et 4 juin prochains, la Cité des Cultures Antaninarenina sera le théâtre d'un colloque consacré à l'histoire économique de Madagascar, s'étendant sur 1 300 ans.

Organisé par la Mention Histoire de l'université d'Antananarivo en collaboration avec le cabinet FTHM Consulting, cet événement vise à redécouvrir les fondements économiques de la Grande île. Et si revenir 1 300 ans en arrière, jusqu'aux débuts de l'histoire économique de la Grande île, était possible ?

Cette fois-ci, la Cité des Cultures Antaninarenina sera le théâtre d'un colloque un peu particulier, les 3 et 4 Juin prochains. La Mention Histoire de l'université d'Antananarivo, en collaboration avec le cabinet FTHM Consulting, propose une exploration inédite de 1 300 ans d'histoire économique de la Grande île. Cette rencontre entre

historiens, économistes et grand public a pour but de faire découvrir, ou plutôt redécouvrir, l'histoire.

Ce colloque, un peu particulier, explorera les tréfonds de l'histoire et de l'économie du pays, déjà en contact avec les premiers échanges dans l'océan Indien depuis le premier millénaire. Pour éclaircir ces enjeux, Helihanta Rajaonarison, cheffe de la Mention Histoire de l'université d'Antananarivo, explique : « Il s'agit d'un dialogue entre économie et histoire. Par les communications et les échanges, les chercheurs malgaches et internationaux vont apporter une mise en lumière historienne sur la question des enjeux économiques de Madagascar. » Ainsi, une dizaine de chercheurs, tant malgaches qu'internationaux, se relayeront pour apporter leurs réflexions sur les thématiques de l'économie de Madagascar à travers les périodes ancienne, royale, coloniale et post-coloniale. Les enjeux sont immenses.

Pistes de réflexion

D'un côté, il est « difficile de capitaliser sur l'expérience afin d'éviter les erreurs du passé, sans mémoire historique », comme l'a souligné Helihanta Rajaonarison. D'autre part, remonter dans le temps jusqu'aux racines de l'histoire économique permettra d'avoir des pistes de réflexion sur les solutions face aux défis actuels de l'économie malgache. Alain Pierre Bernard, du cabinet FTHM Consulting, affirme que ce colloque prend une résonance

particulière alors que Madagascar célèbre cette année les 65 ans de son retour à l'indépendance.



Il ajoute que cet événement cherche à interroger l'histoire pour mieux comprendre les complexités de l'économie politique actuelle du pays. Il a également observé que ce pan de l'histoire de la Grande île est encore très peu valorisé, d'où l'intérêt croissant des chercheurs de divers horizons. Enfin, pour compléter cette initiative, une exposition documentaire est prévue en septembre. Ce voyage visuel et textuel, interactif avec des graphiques, des cartes et des données, retracera l'histoire économique vivante et concrète de Madagascar, du 13 au 30 septembre prochains. Ces deux événements s'inscrivent dans une volonté de stimuler une réflexion collective et de mieux faire comprendre les mécanismes économiques qui ont façonné le développement de Madagascar, explique-t-on.

Boeny - La coopération allemande soutient l'agriculture

IRINA TSIMIJALY | 30 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Dans la région Boeny, la Coopération allemande met en place plusieurs projets coordonnés pour améliorer l'agriculture, protéger les sols et soutenir les communautés locales. Entre 2021 et 2025, les projets ProSol et PAGE-2 ont permis d'aménager et protéger vingt et un mille hectares de terres agricoles. Plus de trente-trois mille personnes, dont plus de la moitié sont des femmes, ont bénéficié de ces actions. Le projet ProPFR a sécurisé soixante mille parcelles, soit cent quatorze mille trois cent cinquante hectares, grâce à une méthode d'inventaire parcellaire utilisant des outils numériques et cartographiques. Un atlas foncier et une application mobile ont été créés pour aider à la gestion des terres. Des formations sont prévues pour apprendre à utiliser ces outils.

Dans six communes, environ neuf cents hectares de forêts et terres dégradées sont en cours de restauration. Cette action s'appuie sur un Plan d'Aménagement Intégré des Paysages Durables qui organise mieux l'utilisation

des sols. Plusieurs projets comme F4F, ProSol, ProMIC et ProDéCID travaillent ensemble pour cela.

À l'école Ampitolova, l'agroécologie a été introduite. Elle produit quarante pour cent de la nourriture de la cantine scolaire. Le directeur Toky Ghislain Rakotondramanana explique : « Aujourd'hui, l'agroécologie fournit près de quarante pour cent de nos besoins en alimentation. Cela a augmenté la fréquentation et réduit le décrochage scolaire. » Autour du parc national d'Ankarafantsika, une charte communautaire aide à gérer les migrations et à maintenir la paix. Tina, agricultrice à Belobaka, parle de la foire agricole d'Andranofasika : « Ces événements sont utiles pour échanger entre agriculteurs. Il serait bien de les organiser souvent pour que les jeunes profitent des actions des projets. » Les projets de Boeny sont maintenant adaptés et étendus à d'autres régions selon les besoins locaux.

Concours mondial Huawei ICT Competition : Madagascar décroche deux premiers prix à Shenzhen

JR | 30 MAI | MIDI-MADAGASKARA

Les talents malgaches en technologies de l'information et de la communication (TIC) ont brillé lors de la finale mondiale du concours Huawei ICT Competition 2024-2025, qui s'est tenue à Shenzhen, en Chine. Trois équipes issues de différentes institutions universitaires de Madagascar ont obtenu des distinctions dans les catégories Network, Computing et Cloud.



L'équipe de l'École Supérieure Polytechnique d'Antananarivo (ESPA) s'est vue décerner le premier prix dans la catégorie Network. Une autre équipe, composée d'étudiants de l'École Supérieure Polytechnique d'Antananarivo (ESPA) et Mathématiques Informatique et Statistique Appliquées a également obtenu le premier prix, cette fois dans la catégorie Computing. Enfin, une troisième équipe, rassemblant des étudiants en Mathématiques, Informatique et Statistiques Appliquées ainsi que de l'École Nationale d'Informatique, a décroché le deuxième prix dans la catégorie Cloud.

Ces résultats marquent une nouvelle étape dans le développement des compétences numériques à Madagascar et témoignent du dynamisme des universités malgaches dans le secteur des TIC.

Un rayonnement régional et continental

La compétition a rassemblé des équipes venues de plusieurs pays d'Afrique australe, parmi lesquels le

Cameroun, le Ghana, le Kenya, le Nigeria, la Tanzanie ou encore l'Ouganda. Ces délégations ont également remporté plusieurs distinctions dans les différentes disciplines proposées par le concours : Network, Cloud, Computing et Innovation.

Dans son discours d'ouverture, Ritchie Peng, directeur de la stratégie TIC et du développement commercial chez Huawei, a souligné que l'objectif du concours est d'« apprendre par la compétition et inspirer l'innovation ». Il a insisté sur l'importance pour les étudiants de maîtriser des domaines comme le cloud computing, le Big Data ou encore l'intelligence artificielle, tout en répondant à des problématiques concrètes dans des secteurs comme l'agriculture, la santé ou l'éducation.

Une plateforme d'apprentissage pour les talents en TIC

Lancé en 2015, le concours Huawei ICT en est à sa 10^e édition. Il a rassemblé cette année plus de 210 000 étudiants issus de plus de 80 pays et régions. À l'issue des sélections nationales et régionales, 179 équipes ont été qualifiées pour la finale mondiale. Le concours est reconnu comme un programme de référence par l'Académie mondiale des compétences de l'UNESCO. Huawei, à travers son programme ICT Academy, déployé à Madagascar depuis 2021, a déjà formé près de 1 500 professionnels locaux et mis en place plus de 500 universités et collèges de TIC de premier plan dans 18 pays d'Afrique australe. L'initiative vise à préparer les étudiants aux exigences des métiers du numérique, en leur fournissant un enseignement pratique et connecté aux réalités industrielles.

En parallèle, Huawei a présenté sa solution de classe intelligente, combinant outils interactifs et technologies cloud, pour soutenir l'évolution des méthodes d'enseignement dans le domaine des TIC.

Modernisation douanière : GasyNet, un des acteurs principaux à Madagascar

ARH. | 30 MAI | LES NOUVELLES

La société Malagasy Community Network Services SA, mieux connue sous le nom de GasyNet, se présente comme un des acteurs principaux dans la modernisation des services douaniers malgaches. Issue d'un partenariat public-privé entre l'État malgache et la société SGS, elle a pour mission de digitaliser les processus de dédouanement, de fluidifier le commerce et d'améliorer les performances des opérations douanières.

Parmi ses réalisations figure le « Bordereau de suivi des cargaisons (BSC) ». Cet outil en ligne permet aux exportateurs d'informer à l'avance la Douane malgache sur

les marchandises expédiées, facilitant ainsi l'analyse de risque. GasyNet gère également les scanners installés dans plusieurs points stratégiques, dont Ivato, Toamasina, Mahajanga, Toliara et Antsiranana, même si la maintenance des équipements est confiée à un autre prestataire. La pièce maîtresse reste cependant le « Guichet unique électronique TradeNet », déployé en 2007. Cette plate-forme, fondée sur le modèle singapourien, connecte tous les acteurs du dédouanement : Douanes, transitoires, importateurs, exportateurs, compagnies maritimes, banques, ministères et agences de contrôle. Grâce à ses

modules dédiés, TradeNet assure la gestion des documents, des paiements électroniques, des annonces d'escale ou encore des autorisations ministérielles.

Optimisation du service public

Depuis sa mise en œuvre, TradeNet a transformé les procédures douanières. Les délais de dédouanement sont passés de plus de 15 jours en 2006 à quelques jours seulement. Les démarches sont entièrement dématérialisées depuis 2014, garantissant transparence et sécurisation des recettes.

Pour accompagner les usagers, GasyNet a aussi mis en place un service « Helpdesk », apportant une assistance quasi immédiate pour résoudre les problèmes techniques et opérationnels.

Aujourd'hui, GasyNet est considéré comme l'un des premiers partenariats public-privé réussis à Madagascar. Avec une équipe composée à plus de 99% de Malgaches, la société entend poursuivre ses efforts pour hisser l'administration malgache aux standards internationaux.

Institution – Le Mauritanien Sidi Ould Tah élu président de la Banque africaine de développement

30 MAI | 2424.MG

La Banque africaine de développement a un nouveau président. Il s'agit du Mauritanien Sidi Ould Tah, élu ce jeudi lors de l'Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs de cette institution panafricaine. Il succède au Nigérian Akinwumi Adesina, dont le second et dernier mandat arrive à son terme cette année.

Sidi Ould Tah devient ainsi le futur dirigeant de la BAD. Il en sera l'autorité suprême, en charge de la gestion des affaires courantes, mais aussi son représentant légal. Il exercera également les fonctions de président du Fonds

africain de développement (FAD) et de président du Conseil d'administration.

Avant cette nomination, Sidi Ould Tah a dirigé pendant dix ans la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), où il a démontré un leadership transformateur au sein d'une banque multilatérale de développement. Il a aussi été ministre de l'Économie et des Finances, puis ministre des Affaires économiques et du développement de la Mauritanie.



📍 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

📞 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

🌐 www.ccifm.mg

✉ ccifm@ccifm.mg ✉ adhesion@ccifm.mg

🌐 **f** CCI France Madagascar

🌐 **X** CCI France Madagascar

🌐 **in** CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

